

D'un printemps à l'autre.
Réflexions à propos des événements du monde arabe de l'hiver et du printemps
2011

(publié dans *En question*, juin 2011 : 6-11)

Felice Dassetto

Dans les pays arabes les événements se bousculent. On parle de « printemps arabe ». Le monde arabe a connu d'autres printemps, d'autres moments de réveil et de renaissance. Auxquels ont fait suite, comme dans toutes les sociétés, des automnes et des hivers.

1. Un regard sur le passé

Le premier printemps, fondateur, qui fut, le premier, appelé le « printemps arabe » fut celui des indépendances qui se sont achevées dans les années 1960. Ce printemps-là fut accompagné de grands espoirs : c'était le cheminement vers une société nouvelle, faite de progrès et de justice sociale : c'était la renaissance arabe, la résurrection arabe : la Nahda, le Baas. Renaissance et résurrection qui devaient avoir lieu dans une voie vers la modernité à la manière de l'Occident et souvent avec des teintes socialistes. Mais elle devait aussi être la renaissance d'une civilisation, celle que la colonisation avait écrasée : on redécouvrait et on affirmait avec vigueur l'identité arabe. Nasser était l'emblème de ce mouvement, mais aussi Bourguiba ou le FLN glorieux de son combat victorieux contre les Français. Tous ces espoirs furent déçus. Les partis arrivés au pouvoir ont cadennassé celui-ci et confisqué parfois les richesses au profit de leurs leaders.

La première vague de réactions : les années 1970

C'est ainsi que, quelque 15-20 ans après les indépendances, une première vague de protestation sociale apparaît. Elle a plusieurs significations. C'est une demande de justice sociale, notamment de la part d'une jeunesse en croissance démographique et de plus en plus scolarisée mais qui se heurte à des sociétés bloquées sur le plan de l'emploi, du logement et de la participation sociale et politique. C'est aussi une demande ou une inquiétude des hommes que la mise en question de la famille patriarcale et du pouvoir masculin par le modèle nucléaire occidental et par les mouvements d'émancipation de la femme insécurise profondément. Comme l'Etat n'assure pas la sécurité d'existence que la famille patriarcale garantissait, cette demande familiale patriarcale n'est pas seulement le fait des hommes, mais aussi d'une partie des femmes. Une troisième demande enfin est celle d'une identité collective capable de renouer avec le grand passé de la civilisation arabo-musulmane.

Cette vague de protestation a trouvé à partir du milieu des années 1970 un véhicule et un moteur d'expression : l'islam. La renaissance ne devait plus être laïque, à la manière de l'Occident, car cette voie avait déçu. Elle devait se qualifier comme islamique et trouver dans l'islam une ressource de motivation ainsi qu'un horizon culturel, social et politique.

Cette idée ne venait pas de rien. Elle venait d'une demande de spiritualité qui renouait avec les racines de la civilisation musulmane. Elle venait des populations, d'une demande sociale. Elle venait aussi de l'influence longue des mouvements d'islamisation qui avaient vu le jour à partir des années 1930 : sociopolitiques comme les Frères musulmans ou des missionnaires piétistes, qui avaient tous pour mot d'ordre : la *da'wa*, l'appel à la réislamisation.

Elle venait aussi de certaines instances étatiques. Première entre toutes, l'Arabie saoudite, qui, après la défaite de Nasser lors de la guerre des Six jours, voyait le moment venu de mettre en œuvre

son projet d'hégémonie du monde musulman, légitimé par le fait d'être la dynastie « gardienne » des Lieux Saints, porteuse au surplus d'une vision de l'islam fondamentaliste et littéraliste, celle de Wahab, savant musulman du début du XIX^e siècle. L'augmentation des prix du pétrole en 1973 et 1978 donnera au royaume saoudien les moyens de sa politique. Il modernisera et relancera le wahabisme, surtout pour réagir aux Frères musulmans, trop revendicateurs, qui risquaient de mettre en péril le statut conservateur-littéral de l'islam saoudien. Ce sera la construction à la fois intellectuelle et institutionnelle qui s'auto-appellera salafisme : la voie salafyya. Une voie littéraliste et piétiste, qui se voulait neutre en politique, bien que relais du pouvoir conservateur saoudien. Devait en naître un « enfant naturel », une branche politique radicale – que le littéralisme ne pouvait que préparer – : la salafyya jihadyya dont Ben Laden était à la fois un produit et l'animateur.

C'est ce retour à l'islam, mélange de piétisme, de conservatisme, mais aussi, chez certains, de radicalisme politique visant à la création d'un état islamique, qui sert de catégorie de pensée et de porte parole à cette première vague de protestation sociale dans le monde sunnite. Dans cette réalité plurielle chacun trouvera son compte. Il sera d'ailleurs stimulé par l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran en 1979 qui donnera chair à l'idée qu'une révolution islamique était possible.

Tensions dans les sociétés musulmanes

Les années 1975 à 2000 seront marquées par la tension entre trois pôles. Et ceci non seulement dans les sociétés musulmanes, mais aussi en Europe où les musulmans sont présents depuis la fin des années 1950 au Nord et à l'Ouest et depuis les années 1980 dans le Sud.

Le premier pôle est celui des mouvements d'islamisation, certains piétistes, d'autres politiques plus ou moins radicalisés (qu'on appellera de plus en plus islamistes, de leur propre appellation : islamyyoun). Tous alimentent directement ou indirectement une protestation sociale. Certains passent à l'action armée. Leurs cibles sont à la fois les pouvoirs musulmans tièdes, Israël et les Occidentaux, surtout l'Amérique, considérée comme la source des maux du monde musulman. L'invasion de l'Afghanistan par les soviétiques en 1980, le conflit palestinien, puis la dislocation de l'ex Yougoslavie et les guerres qui ont suivi ne feront qu'attiser un peu plus les raisons de la lutte armée. Un deuxième pôle est celui des militants laïques, défenseurs des droits de l'homme. Ils sont rares et très courageux car ils seront mal vus, combattus aussi bien par les islamistes que par le troisième pôle, celui des autocraties, qu'on devrait parfois appeler kleptocraties qui détiennent encore le pouvoir. Entre ces trois pôles les tensions ont parfois été violentes. La guerre civile algérienne en a été emblématique. Le pôle des mouvements d'islamisation a le vent en poupe à la fin des années 1990... et encore aujourd'hui ; l'élan de réislamisation a réussi à infléchir toutes les sociétés musulmans et les Etats.

Certains analystes ont parlé d'échec de l'islam politique dans le sens où la révolution à la manière iranienne ne s'est pas propagée dans le monde musulman. Personnellement j'ai toujours estimé que l'islam politique l'avait emporté, non par une démarche révolutionnaire mais par la pression, par la saturation de la société civile. La référence religieuse a gagné : il n'a y pas d'Etat aujourd'hui dans les sociétés musulmanes qui soit considéré comme légitime s'il ne donne pas des gages, d'une manière ou d'une autre, à l'islam.

Le 11 septembre fut le point culminant d'un projet d'islamisation qui passait par l'action politique radicale. Ma thèse est que cet événement tragique a profondément transformé la donne : il a mis les musulmans dos au mur. La plupart des leaders religieux musulmans ont été amenés à se positionner face à un tel fait qui interpellait leur conscience et leur aliénait le monde entier. Cet événement fut aussi une énième goutte qui a fait déborder le vase du malaise et de la violence que les sociétés musulmanes aussi subissaient depuis des années.

C'est ainsi que le double front de l'islam maximaliste commence à se fissurer. D'une part le radicalisme des fractions qotbistes des Frères Musulmans et de la Salafyya Jihadyya, tels al Qaida, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, la Jama Islamyya en Indonésie ou le Lashkar al Tayyba au Pakistan. D'autre part les salafistes fondamentalistes pieux de matrice saoudienne qui ont occupé la scène de l'islam à partir des années 1990 et continuent à l'occuper.

Ces fissures sont de trois types. A l'intérieur même du salafisme saoudien commence à apparaître timidement, un mouvement dit de la shawa islamyya, du réveil islamique, « islam libéral » que l'actuel souverain Abdullah semble ne pas vouloir étouffer. Mais il n'est pas aujourd'hui déterminant, même s'il n'est pas insignifiant.

Du côté des Frères Musulmans commence à apparaître un mouvement de reformulation de leur doctrine historique selon laquelle ils se pensaient comme « l'avant-garde » porteuse du projet politique d'un islam total. Une réflexion nouvelle se fait jour sur un pluralisme social et culturel, une vision, je ne dirais pas laïque, mais moins lourdement mono-confessionnaliste de l'Etat et de l'espace public. On verra ce qu'il en adviendra dans la formulation des prochaines constitutions. On voit une lente évolution chez plusieurs penseurs importants, par exemple chez Rachid Ghannouchi, le leader du Mouvement de la Tendance Islamique, devenu Ennhada, retourné aujourd'hui en Tunisie après son exil londonien. On voit aussi cette pensée émerger parmi des musulmans des pays occidentaux, USA, Europe : comme chez Tareq Oubrou ou Tariq Ramadan. C'est la génération de l'indépendance ou la première génération d'après l'indépendance.

Mais une troisième fissure commence à apparaître : depuis les années 2000, dans la classe moyenne et supérieure et surtout dans la jeunesse émerge une vision de islam un peu « post moderne ». C'est avant tout un islam éthique, qui guide des motivations. On le trouve chez le prédicateur du Caire Amr Khaled que l'on a vu sur la place al Tahrir, chez le chanteur à succès Sami Youssuf. L'un et l'autre prônent un islam certes omniprésent, mais qui sert surtout comme motivation pour la construction d'une personnalité investie dans l'économie et l'activité sociale.

2. L'actuel printemps : une deuxième vague

Depuis décembre 2010, nous assistons donc à une deuxième vague de protestation sociale. Elle s'est manifestée en Iran malgré la répression du pouvoir. Elle a explosé en Tunisie, au Maroc, en Egypte. Elle pointe en Algérie auprès des jeunes générations en amont de celles qui se sont affrontées dans la guerre civile. Elle apparaît timidement dans d'autres pays comme l'Arabie Saoudite ou le Yémen, même si dans ces cas s'y mêlent des dimensions géopolitiques ou tribales. Tout comme en Lybie où, plus qu'ailleurs, les considérations de géopolitique pétrolière pourraient prendre le pas ou tout au moins se mêler intimement aux revendications sociales et politiques. Par les mouvements, les luttes armées, les célébrations libératrices de ce nouveau printemps arabe, un double héritage pourrait avoir été mis en question, mais l'avenir dira dans quelle mesure il l'a été vraiment.

Le premier héritage est politique. Ces mouvements (comme le faisaient d'ailleurs ceux de la première vague) mettent en question une certaine logique de pouvoir : un pouvoir autoritaire qui tend à devenir oligarchique, népotiste et accapareur des richesses collectives. La fuite du clan Ben Ali, la démission de Moubarak en sont l'exemple éclatant. Les dynasties politiques républicaines auront des difficultés à continuer à s'imposer, comme ce fut le cas en Syrie ou comme cela se préparait en Egypte, en Libye ou au Yémen. Cet héritage semble en train d'être balayé, d'ailleurs de manières diverses selon les pays. Je dis : semble, car la question sera de voir si la jeunesse (une partie de la deuxième génération et la troisième après les indépendances) a une vision renouvelée du

politique. Twitter et Facebook sont des techniques, elles ne sont pas un éthos politique même si elles peuvent contribuer à le modifier. Il faudra voir si les coups de brosse symboliques de la place Tahrir ou les manifestations des autres capitales parviendront à balayer deux dérives des générations précédentes.

D'une part l'attente d'un chef charismatique. Balayer cette attente suppose que le politique ne soit plus conçu de manière fusionnelle : fusion du peuple unifié à la manière d'une unité quasi religieuse ou d'une unité tribale d'abord, fusion du peuple identifié dans un chef ensuite. Elle suppose que l'autoritarisme tribal et patriarcal ne soit plus le modèle de l'autorité politique. D'autre part, l'ancienne vision de l'Etat comme un lieu appropriable pour l'intérêt particulier (la famille, la tribu, la région). Une nouvelle culture est nécessaire qui reconnaisse l'Etat comme une instance régulatrice suprême, légitimée par une démocratie réelle et dont les décisions et les lois doivent être respectés.

Le second héritage mis en question – peut-être – est l'islam comme vision maximaliste servant de base au politique, héritage manifesté au grand jour dans les années 1970-90. Si les événements des dernières semaines avaient eu lieu, ne fût-ce qu'il y a 10 ans, le risque d'une prise de pouvoir de l'islamisme politique totalisant aurait été grand. Mais les choses ont changé depuis. Elles ont changé parce que le radicalisme jihadiste et l'islamisme politique ont montré aux musulmans leurs impasses et leurs horreurs. Le 11 septembre pourrait être vu comme la fin d'un cycle de l'islam politique radical, même si les guerres et les confrontations en cours (Tchéchénie, Afghanistan, Iraq, etc.) continuent à alimenter celui-ci. Pourtant parler de post-islamisme ou mettre exclusivement l'accent sur une révolution individualiste à laquelle nous assisterions, comme le fait O. Roy dans un article récent (*Le Monde*, 12.02.2011) est trop sommaire. La réalité est plus complexe.

L'avenir du printemps arabe se jouera entre plusieurs voies et les prochaines semaines verront probablement le champ intellectuel et idéologique tendu entre diverses orientations

Les expressions jihadistes ou salafito-jihadistes n'ont pas disparu. Et il est clair que, si comme en Lybie, le combat devait se poursuivre, des jihadistes venant d'Afghanistan, d'Algérie ou d'ailleurs y joueraient un rôle. Ce n'est apparemment pas le cas dans les autres pays, au moins pour le moment.

Les expressions de l'islam qui visent à créer un Etat fondé sur la loi islamique à la manière des années 1970 n'ont pas disparu. Dans certains cas elles empruntent des accents moins radicaux et des voies moins extrémistes. On les retrouve dans une partie de la nébuleuse des Frères musulmans. On ne peut exclure que cette voie s'affirme, même si elle semble contredire les attentes qui se sont manifestées dans la classe moyenne qui manifestait. Le referendum constitutionnel égyptien sera un test.

Une troisième voie est la voie piétiste et rigoriste du salafisme que les Saoudiens impulsent depuis les années 1980. Si on n'a pas vu des salafistes manifester, ce n'est pas parce qu'ils n'existent plus, mais parce qu'ils ne se manifestaient pas, tout en encadrant largement les populations. Prônant un islam ancré dans le quotidien, en dehors de toute politique, le salafisme est indifférent au régime, pourvu qu'il lui soit permis de continuer sa mission d'implantation rigoriste et dévotionnelle. La classe moyenne-supérieure aux aspirations consommatrices ne semble pas trop attirée par cette voie, quoique le rôle du salafisme pour la régulation morale, familiale, personnelle et civique puisse être attrayant. Les classes populaires peuvent être attirées par ce message de rigueur, qui leur donne au moins la dignité d'une foi pure et d'une identité cohérente, alors que, pour elles, la dignité du statut et de la consommation reste un rêve inatteignable.

Une quatrième voie pourrait être une formule semblable à celle vers laquelle évolue l'Etat turc, dans un jeu subtil entre islamisation de la société et de l'Etat, puissance nationaliste et démocratie formelle. On manque de concepts pour appréhender cette réalité politique. On assimile souvent le mouvement de l'AKP aux Chrétiens démocrates allemands. Mais les Démocraties chrétiennes européennes reconnaissent (et légitiment du point de vue de la foi) la laïcité et le pluralisme de l'Etat. Ce n'est pas ou pas encore le cas de l'islam même si on en voit apparaître les premiers signes d'une pareille reconnaissance.

Une cinquième voie pourrait être une vision politique de l'islam qui se reformulerait dans le sens d'une acceptation fondamentale de la laïcité de l'Etat et de son pluralisme tout en prônant une affirmation forte du religieux. Pour que cela puisse se faire, autrement que par un positionnement tactique, il faudra que la pensée politique des groupes religieux – tels les Frères musulmans ou les salafistes – évolue largement et se refonde.

Enfin, une sixième voie pourrait faire émerger une vision sécularisée de l'Etat, ramenant le religieux dans la sphère de la vie privée et sociale sans prétention hégémonique.

Ces postures pourraient aboutir à trois possibilités : l'islam comme spiritualité strictement privée ; l'islam comme culture religieuse diffuse, à l'instar de Cheikh Khaled et de ce mouvement que le chercheur Patrick Haenni a appelé « l'islam de marché » ; ou enfin l'abandon du religieux au nom d'un agnosticisme ou d'un athéisme.

Mais les actuels mouvements sont peut-être porteurs d'une autre dimension : celle d'un universalisme de valeurs auxquelles faire référence.

Chez les religieux de toutes visions, sociopolitiques ou individualisées sous diverses formes, on pourrait se demander si on n'assiste pas à une articulation nouvelle à des valeurs universelles : liberté, justice, peut-être aussi démocratie. Un universalisme qui renoue avec le moment de l'indépendance et que la clôture du discours religieux qui avait pensé reconstituer le monde à partir du seul référentiel islamique avait abandonné, pensant se positionner ainsi contre ce qui leur apparaissait comme faisant partie uniquement de l'Occident.

Mais, par rapport à l'universalisme des indépendances, ce retour aux valeurs universelles a une dimension nouvelle. Alors que le moment des indépendances opposait la modernité à la religion, nous assistons peut-être à une articulation nouvelle entre universalisme et religieux. Mais un religieux conçu de manière nouvelle, comme inclusif de l'idée de relationnisme, appelé à se situer positivement dans une société plurielle.

Evidemment, au-delà du cri vécu des jeunes générations qui manifestent, un énorme travail sera nécessaire. Car ce cri pourrait n'aboutir qu'à une demande consumériste, assortie éventuellement à une liberté de mœurs, influencée par le devenir de l'Occident et poussée par les intérêts capitalistes et l'influence culturelle des publicitaires. D'autre part, face à ce cri, le discours religieux salafiste des pouvoirs (comme au Maroc ou en Turquie) est très construit, structuré et il sature le sens religieux. En face il n'y a que des fragments. Car la pensée religieuse musulmane, tant sunnite que chiite, ne dispose pas encore de manière étendue et sauf dans les propos de rares intellectuels d'un corpus de pensée systématiquement élaboré. Une nouvelle vision qui articulerait foi spécifique et universalisme doit encore faire son chemin.

Et ce sera d'autant plus important que ce à quoi on assiste dans les pays du pourtour méditerranéen pourrait servir de stimulant ou être exemplaire pour d'autres pays du monde musulman, Afghanistan, Pakistan, Indonésie où la clôture discursive islamique ne semble pas

encore donner des signes de fissures. Toutes les voies évoquées existent sur les scènes des pays musulmans. Il n'est pas sûr qu'elles parviendront à négocier des cohabitations et des alliances. Et cela d'autant moins que, surtout dans certains pays, il faudra faire un nouvel apprentissage démocratique.

3. Que peuvent faire l'Europe et les pays européens ?

Il n'est pas sûr qu'il faille un « plan Marshall » pour la Méditerranée comme cela a été évoqué dans certains pays. Donner à qui ? Pour faire quoi ? On pourrait d'ailleurs se demander s'il ne faudrait pas penser de manière nouvelle la question de la Méditerranée, car si cette idée fait sens pour l'Espagne, l'Italie, la France, peut-être la Grèce et le Portugal, voire un peu pour la Croatie, elle ne le fait pas pour les autres pays européens. Il faudrait plutôt penser quelque chose de neuf, comme une sorte de grand ensemble, sorte d'Alliance des peuples pacifiés, allant du Caucase à l'Atlantique, du Sud de la Méditerranée à la Baltique. Penser cela avec la même imagination qu'au lendemain de la Deuxième guerre mondiale a été pensée l'idée de Conseil de l'Europe entre des peuples qui avaient passé leurs trente dernières années à se déchirer. Mais il ne faudrait surtout pas avancer dans l'idée, évoquée à l'occasion des événements récents, d'élargir l'Europe aux pays du sud de la Méditerranée, car cela rendrait inextricable la question de l'identité européenne, déjà si difficile à construire. Mais des accords préférentiels, commerciaux ou d'autre nature, pourraient être mis en œuvre entre l'ensemble européen et les pays du sud de la méditerranée.

Par rapport aux récents événements, il faudrait bien distinguer l'action immédiate et celle qu'on peut mener à moyen et à long terme.

Action immédiate

Je ne commenterai pas les actions qui sont en train de se déployer sur les plans diplomatique et militaire. Je mentionnerai seulement la gestion nécessaire – et très mal partie – de la vague migratoire nouvelle engendrée par ces soubresauts sud-méditerranéens. Mais il ne faudrait pas oublier que les jeunes qui cherchent à émigrer ne sont pas ceux qui manifestaient ni non plus les jeunes islamisés.

Le moyen et le long terme

Il faudra la force et la clairvoyance d'une politique de moyen et long terme.

Comme c'est le cas depuis trente à quarante ans, la question de l'islam et des relations réciproques entre Islam et Occident restera sur le tapis pour au moins trente autres années. Il serait illusoire d'imaginer une politique miracle capable de résoudre ces questions immédiatement. Il faut accepter que la crise qui commence au sud de la Méditerranée ne trouvera une solution qu'au bout de quelques décennies.

Que peut faire l'Europe, en incluant, bien entendu, dans son action les musulmans européens et en s'appuyant sur eux ? Je ferai seulement quelques observations.

Il faudrait d'abord repenser avec plus de cohérence le réalisme politique et les principes d'action. Ceci vaut pour l'ensemble du monde mais en particulier dans les rapports avec le monde musulman. Comment mieux concilier par exemple, dans les rapports avec les Saoudiens, l'intérêt économique (enjeux pétroliers, mais aussi industriels) et les principes de base de respect des droits de l'homme ?

Plus directement il s'agirait d'apporter un soutien au courants de progrès, qu'ils soient agnostiques ou religieux ; ceux qui prônent un avancement dans les droits humains et la démocratie. Et en même temps favoriser le dialogue, la communication, l'échange entre tous. Il y a un enjeu majeur à informer, communiquer, débattre, dialoguer avec les différentes composantes, surtout les plus jeunes, de l'arc des forces sociales en présence. En ne se limitant pas à tel ou tel leader (plus ou moins réel), mais par une action de fond, la plus large possible. En somme, pas de grandes déclarations, mais une politique concrète, pragmatique, guidée par une stratégie de moyen terme. Et enfin, l'importance de la connaissance, de la recherche la plus possible conjointe, car si ces événements récents nous ont appris quelque chose, c'est que la capacité d'analyse de ces réalités et l'information dont on disposait sur elles étaient très limitées. Mais hélas, les moyens de recherche sont dérisoires devant l'ampleur de la tâche et donc la difficulté de mettre sur pied une politique de moyen terme à cet égard est considérable.

Qui pourrait conduire cette politique de moyen terme dans l'espace européen ? Il y a fort à parier que les Etats iront en ordre dispersé, sans coordination entre eux. Chacun voudra tout faire, sans les moyens suffisants. L'UE, de son côté, ne dispose pas d'une véritable diplomatie et il n'est pas sûr qu'elle ait les compétences institutionnelles pour une telle politique.

Quoi qu'il en soit, pour conduire cette action à moyen terme, il faudra que les Européens, les Etats, la classe politique, les médias, les intellectuels, se forment une nouvelle vision de l'islam et de leur rapport à l'islam. Il ne s'agit pas de tomber dans le multiculturalisme naïf. Encore moins de donner dans le catastrophisme paralysant, complètement inutile pour forger une action politique, car crier au loup de l'islamisme (ou à l'opposé crier au loup de l'islamophobie) sert juste à se donner l'apparence d'un héros. Il faut partir du constat réaliste que, sur la scène du monde, il existe une civilisation qui réaffirme sa dimension religieuse et affirme la volonté d'un cheminement dans la Modernité différent de celui de l'Occident, surtout de l'Occident européen. Reconnaître cela ne signifie évidemment pas renoncer au débat critique, à une interpellation – qui sera certainement réciproque – et à une affirmation sans hésitation de la valeur que l'Occident attribue à ses acquis en terme de droits humains et de vision laïque et sécularisée de l'Etat, seule capable de fonder un pluralisme d'idées et d'appartenances philosophiques ou religieuses.

Ce moment extraordinaire de vitalité sociale est à accueillir dans toute son ampleur, car il pourrait ouvrir des chemins complètement nouveaux dans le devenir de l'islam et des sociétés arabo-musulmanes et dans les relations réciproques entre Islam et Occident.

(avril 2011)